# Orban: non aux migrants, à l'islam, au libéralisme, à la dictature européenne ; oui à la remigration !

écrit par Christine Tasin | 26 juin 2018

Beau et ferme discours politique d'Orban qui rappelle ce qu'il considère comme des fondamentaux : appartenance à l'UE oui mais …
Oui à son existence.
Non à une Commission européenne intransigeante qui veuille favoriser les Etats les plus grands aux dépens des petits.
Non à une Commission européenne stalinienne qui veuille imposer à tous ses choix, même sociétaux
Non à un Parlement européen tout aussi dictatorial
Non aux aspirations fédéralistes de l'UE
Non à une UE qui se mêle de ce qui ne la regarde pas et pratique l'interventionniste systématique.

Oui à l'espace Schengen, à condition qu'il ne soit pas violé, que ses frontières extérieures soient efficaces : *Après tout, les frontières sont des aspects fondamentaux de la vie : sans frontières, l'existence est impossible. Quelque chose qui n'a pas de frontières, pas de contours, n'existe pas. Et si les frontières maritimes ne peuvent être défendues, comment des*

*pays ayant des côtes maritimes peuvent-ils exister ? Il est évident que ce qui manquait, ce n'était pas la possibilité de défense, mais la volonté ; et cela a été prouvé par les actions récentes du gouvernement italien.*

Non aux migrants, qui doivent être refoulés.
Oui à la remigration des migrants présents actuellement en Europe.
Non à l'ordre libéral, oui aux concepts traditionnels : *la foi, la nation, la communauté et la famille.*
Non à l'islam, *qui ne fera jamais partie de l'identité des pays européens. Nous, les Hongrois, nous savons de quoi il s'agit. Pour les musulmans, si l'islam fait partie de l'Allemagne, alors, l'Allemagne fait partie de l'islam….*
Et sa conclusion est très claire : nous ne nous coucherons pas, nous ne renoncerons à rien, nous attendrons que l'UE évolue, et nous espérons beaucoup des élections de 2018.

**Extraits**

*À l'occasion du premier anniversaire de la mort d'Helmut Kohl, le Premier ministre hongrois Victor Orbán a délivré le 16 juin dernier un discours crucial. Avec Shahin Vallée, nous croyons qu'il marquera le débat de la prochaine année électorale européenne. Orbán revendique pour son mouvement une place centrale dans la conception du néo-nationalisme européen, et sa position doit être comprise.*

[…]

**IMPORTANT. Cette traduction sera l'objet d'un débat à l'Ecole Normale Supérieure le Mardi 26 juin à 19h30 au 29 rue d'Ulm, en salle Jean Jaurès. Vous pouvez vous inscrire à l'événement ici.**

---

De nos jours, l'Europe est dans un état d'agitation fiévreuse.

Beaucoup d’éléments évoluent en même temps : les signes alarmants d’une guerre économique avec les États-Unis ; un conflit armé entre l’Ukraine et la Russie ; une nouvelle configuration de la politique en Italie ; les négociations du Brexit. Autrement dit, ceux qui ont affaire, aujourd’hui, à la politique de l’Europe ont besoin de tempérance, de calme, de courage, et d’un bon sens de la temporalité. Concernant notre rendez-vous d’aujourd’hui, nous avons trop de sujets à traiter. Mais nous ne devons pas trop nous engager pour autant, parce que l’invitation à la cérémonie ne requiert pas des membres de l’assistance qu’ils développent longuement leurs positions. Nous avons seulement le temps de rendre hommage à Helmut Kohl, avant d’évoquer la position hongroise sur un certain nombre de problèmes importants de l’Europe.

En politique, la providence consiste à être la bonne personne au bon endroit et au bon moment. Il n’est pas exagéré de dire que Helmut Kohl était un cadeau de la providence fait à l’Allemagne et à l’Europe. Pour nous, en Europe centrale, Helmut Kohl est l’exemple de l’Européen chrétien. Il représentait l’Europe chrétienne à laquelle nous avons toujours appartenu, et, après quarante ans de communisme, sa volonté politique a ouvert la voie à notre réintégration à la communauté des peuples d’Europe. Le courage du chancelier Kohl a jeté les bases de la réunification de l’Allemagne et de l’Europe, c’est pourquoi nous nous souviendrons toujours de lui avec respect et gratitude. Qu’il repose en paix.

En ce qui concerne les relations de la Hongrie avec la politique européenne, nous devons, avant tout, préciser le rôle que peut jouer la Hongrie dans la politique européenne. La Hongrie est consciente de sa force, de son influence et de sa mission. C’est ce qu’on appelle se connaître soi-même. Bien se connaître est le point de départ de toute bonne action politique. En tant qu’État-membre de l’Union européenne, la Hongrie ne cherche pas à jouer un rôle politique européen. **Pour nous, la Hongrie est la priorité. De plus, ni le pays ni**

**moi-même n’a, ni n’aura, une telle ambition. Nous n’oublions pas la réalité : dix millions de citoyens, un PIB de 114 milliards d’euros, moins de vingt mille soldats.**

Notre implication sur des questions importantes, qui nous ont menés à nous opposer à Bruxelles et à certains grands États-membres, a créé l’illusion que la Hongrie pouvait avoir une influence sur la politique européenne. Il faut résister à cette idée flatteuse et, avant tout autre chose, nous consacrer à la défense des intérêts nationaux de la Hongrie. Cela n’est pas remis en cause par le fait que, comme vous allez l’apprendre par un communiqué qui sera publié cet après-midi, j’ai eu une conversation téléphonique avec Donald Trump il y a quelques minutes, au cours de laquelle nous avons discuté de la différence entre « un beau mur » et « une belle clôture ».

Quoiqu’il en soit, le cœur de ma position est que les Hongrois sont un peuple qui a de l’honneur et de la dignité, mais qui reconnaît, de manière réaliste, sa situation. La zone pour laquelle nous avons de grandes ambitions est l’Europe centrale et le Groupe de Visegrad. **L’ambition hongroise est de permettre à la Hongrie d’exister dans une région d’Europe centrale forte, composée de pays qui coopèrent étroitement et qui s’entre-aident. C’est ainsi que la Hongrie a de l’influence et de l’importance.** La Hongrie reconnaît le rôle déterminant de la Pologne en Europe centrale, et cherche, par ses propres forces, à conduire les relations en Europe centrale vers davantage de coopération. Une autre ambition de la Hongrie est de promouvoir l’accession à l’Union européenne des pays des Balkans occidentaux – et notamment de la Serbie. Nous souhaitons convaincre les autres États-Membres que l’Union européenne en a besoin, et qu’elle peut bénéficier d’un nouvel élargissement. Helmut Kohl avait une vision précise de la signification de l’égalité parmi les États-membres de l’Union européenne. De toute évidence, cela ne signifie pas qu’ils ont une influence égale. Ici, le mot clef

est *Augenhöhe*. Si je le comprends bien, il signifie quelque chose comme « à hauteur des yeux » – ou sur un pied d'égalité – ce qui, traduit en termes culturels, correspond au fond de ma pensée. (…)

[…]

Je dois également rappeler que les contribuables allemands n'ont pas à s'inquiéter : **nous ne sommes pas venus dans l'Union européenne pour mendier, et nous ne voulons pas vivre de l'argent allemand**. Nous travaillons à ce que, d'ici à 2030, la Hongrie devienne un contributeur net au budget de l'Union européenne. Qui plus est, les échanges commerciaux de l'Allemagne avec les pays du V4 sont désormais nettement plus importants que ceux avec, par exemple, la France, l'Italie ou la Grande-Bretagne. Les Allemands et les autres États-membres profitent bien de nous. Ni eux ni nous n'avons de raison de nous plaindre.

En outre, un élément important des relations germano-hongroises est que **nous utilisons nos propres ressources pour défendre notre frontière méridionale – et par extension l'Allemagne – contre l'arrivée de quelque douze mille migrants par jour.** Nous n'avons pas abandonné l'Allemagne, ni l'Europe. Comme nous l'avons dit, nous sommes les gardiens des forteresses frontalières et connaissons notre devoir. La morale des relations germano-hongroises est la même, en 2015 et en 1989 : quand le moment vient, il ne faut pas hésiter, mais il faut se décider et agir ; nous devons hisser notre pavillon et montrer nos couleurs. C'est exactement ce que nous avons fait en 1989 et en 2015.

Abordons désormais la question de la frontière et de la clôture. **Nous devons défendre la frontière extérieure. C'est la condition préalable à la libre circulation au sein des frontières**. La défense de la frontière fait partie des "devoirs-obligatoires". Ce n'est pas une tâche qui s'assume à l'échelle européenne, mais à l'échelle nationale, par les

États-membres. Il peut y avoir une aide européenne, mais la responsabilité demeure nationale. **Nous avons constaté que la position de la Hongrie, jadis condamnée, est désormais de plus en plus acceptée.** Nous n'attendons pas de remerciements auxquels nous ne sommes pas habitués. Nous ne jubilerons pas non plus. Il n'est pas agréable de constater que la valeur de la monnaie de certains a baissé après trois années de crise, tandis que la nôtre l'a fait immédiatement.

Peut-on atteindre un compromis dans le débat sur les migrants ? Non – et ce n'est pas nécessaire. Il y a ceux qui s'imaginent que chaque partie adverse devrait faire des concessions, qu'ils devraient discuter puis se serrer la main. C'est une mauvaise approche. Certaines questions ne pourront pas aboutir à un consensus. Cela n'arrivera pas, et ce n'est pas nécessaire. L'immigration est l'une de ces questions. Aucun document ne stipule que l'entrée d'un pays dans l'Union européenne implique que ce dernier devienne une terre d'immigration. Lorsque nous sommes entrés, nous n'avons pris aucun engagement de ce genre. Il est également vrai que les documents fondateurs de l'Union européenne ne déclarent pas qu'un État-membre ne puisse pas chercher à se transformer en pays d'immigration. C'est pourquoi il y a des pays d'immigration dans l'UE, où les migrants sont les bienvenus, où les populations locales veulent bien les intégrer et se mélanger avec eux. Il y a aussi des pays qui ne veulent pas de migrants, qui ne veulent pas se mélanger avec eux, et où leur intégration est donc hors de question. Dans de telles situations, il n'y a pas besoin de compromis, mais de tolérance. Nous tolérons que certains États-membres de l'espace Schengen admettent des migrants. Cela a et aura des conséquences – y compris pour nous. **De même, ils devraient tolérer le fait que nous ne voulons pas le faire. Ils ne devraient pas nous sermonner, ils ne devraient pas nous faire chanter, ils ne devraient pas nous forcer, mais ils devraient simplement nous donner le respect propre aux États-membres** ; puis il y aura la paix sur le Mont des Oliviers.

Outre l'immigration, il n'y a pas besoin de compromis et d'accord, mais de tolérance et de respect sur d'autres questions : le concept de la nation ; les principes de base de la politique familiale ; la réglementation du mariage ; et l'intégration sociale. Ces questions relèvent de la compétence des États membres, et l'absence d'accord sur ces questions est due à des spécificités culturelles et à des racines historiques. Il est donc inutile d'essayer à plusieurs reprises et sans succès de se convaincre les uns les autres sur des questions sur lesquelles nous n'avons pas besoin de prendre une décision commune.

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur les échecs de l'Europe au cours des cinq dernières années. Il y a longtemps que l'Union européenne n'a pas connu cinq années aussi infructueuses que ces cinq dernières années. Trois graves erreurs pèsent sur la conscience de Bruxelles : premièrement, nous avons perdu le Royaume-Uni ; deuxièmement, nous avons été incapables de défendre notre continent contre les migrants ; et troisièmement, Bruxelles a bouleversé l'équilibre entre l'Est et l'Ouest. La responsabilité des dirigeants européens actuels est claire comme de l'eau de roche. Avec l'élection de Jean-Claude Juncker – à laquelle les Britanniques se sont fermement opposés, fermement et jusqu'au dernier – nous avons dynamité le cadre des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. À l'exception de la Hongrie, tout le monde a ignoré le point de vue des Britanniques. Nous n'avons donc aucune raison d'être surpris que l'étincelle de la migration ait allumé la mèche qui a tout fait exploser.

[…]

Nous sommes sans aucun doute la CSU du Parti populaire européen, et donc la plateforme démocratique chrétienne de droite du Parti populaire européen. Nous croyons que le temps est venu d'une renaissance démocratique chrétienne, et non d'un front populaire anti-populiste. Contrairement à la politique libérale, la politique chrétienne est capable de

protéger nos peuples, nos nations, nos familles, notre culture, enracinée dans le christianisme et l'égalité entre les hommes et les femmes : en d'autres termes, notre mode de vie européen.

Après avoir parlé des affaires du parti, permettez-moi de dire quelques mots de l'avenir de l'UE. L'Union européenne est toujours riche, mais faible. Elle s'affaiblira davantage avec le Brexit, tandis que nos concurrents extérieurs se renforceront. Nous ne pouvons avoir d'autre objectif qu'une Union européenne forte, mais une Union européenne forte a besoin d'États-membres forts. Dans l'économie, la responsabilité individuelle ne peut pas continuer à être diluée, et ne peut pas être dissoute dans un processus magique de formation communautaire. C'est une condition préalable à une Europe forte : tout d'abord, chacun doit mettre de l'ordre dans sa propre maison, car seul un État-membre fort peut s'empresser de venir en aide à un autre État-membre qui se trouve en difficulté sans que ce soit de sa faute. J'aimerais vous rappeler que nous avons été les premiers à nous retrouver dans le filet de sécurité financière. Mais, en 2013, nous avons aussi été les premiers à rembourser l'aide financière que nous avons reçue – jusqu'au dernier centime. Nous croyons au concept de M. Schäuble selon lequel des réformes structurelles majeures peuvent être menées dans le cadre de la discipline budgétaire. Nous savons que c'est possible parce que nous l'avons essayé et que nous avons réussi.

**L'avenir de l'Union européenne dépend de sa capacité à défendre ses frontières extérieures.** C'est la prochaine question qui se pose pour l'avenir de l'UE. Si nous défendons nos frontières, le débat sur la répartition des migrants n'a plus de sens, car ils ne pourront plus entrer. S'ils ne peuvent pas entrer, il n'y a personne à répartir. C'est simplement du bon sens. Et si nous suivons cette ligne de conduite, la seule question est de savoir

ce que nous devons faire de ceux qui sont déjà entrés. Notre réponse à cette question est qu'i**ls ne devraient pas être répartis, mais qu'ils devraient être ramenés chez eux.**

[…]

La plus grande faiblesse de l'Union européenne est le manque de confiance en elle-même. J'aimerais maintenant dire quelques mots à ce sujet. La Commission a commis une erreur fondamentale en annonçant qu'elle ne s'en tiendrait pas à la neutralité, mais qu'elle jouerait un rôle politique. C'était de mauvais augure. Nous avons également commis une erreur fondamentale en ne nous prononçant pas contre cela et en le tolérant tout simplement. Aujourd'hui, la Commission est un instrument que les grands États utilisent contre les plus petits. Quel autre rôle pourrait jouer un organe politique ? Dans une telle situation, la réalité politique doit être dûment prise en compte. C'est pourquoi non seulement la Commission ne nous protège pas contre la force écrasante face à laquelle nous sommes confrontés, mais elle contourne les règles en faveur des grands États, ouvre la voie à l'altération furtive – et donc illégale – des pouvoirs, et la Commission utilise ses instruments à des fins de chantage. Bien que la comparaison soit légèrement problématique du point de vue de la dimension temporelle, je pourrais dire qu'elle se transforme en Moscou. En 2019, il nous faudra y mettre fin. Cette Commission doit disparaître, et nous aurons besoin d'une Commission et d'un Parlement qui reflète les nouvelles réalités européennes.

[…]

En guise de conclusion, je devrais peut-être aborder la question de la contribution que la Hongrie peut apporter à la politique européenne commune. En toute modestie, nous pouvons vous proposer les options suivantes. D'abord, nous pouvons nous ériger en exemple en ce qui concerne les réformes

économiques. Nous pouvons vous offrir tout le soutien nécessaire pour la réémigration. Depuis longtemps, nous disons qu'il faut exporter de l'aide et non pas importer des problèmes. Nous pouvons également donner des conseils à toute personne qui en fait la demande. Il y a un conseil que nous pouvons également donner qui provient de l'expérience historique de la Hongrie : chacun doit se rendre compte que l'islam ne fera jamais partie de l'identité des pays européens. Il faudrait savoir quelle est la réponse de l'islam. Nous, les Hongrois, nous savons de quoi il s'agit. Pour les musulmans, si l'islam fait partie de l'Allemagne, alors, l'Allemagne fait partie de l'islam. Cela mérite réflexion. En plus d'offrir un exemple, une assistance et des conseils, nous devons également souligner – de façon bienveillante mais ferme – que nous n'abandonnerons jamais notre avenir et que nous ne permettrons jamais à personne de nous imposer quoi que ce soit contre notre volonté. Si nous ne sommes pas en mesure de parvenir à un résultat satisfaisant dans les négociations à venir, si nous ne sommes pas en mesure d'accepter – ou même de tolérer – les points de vue des uns et des autres sur les questions de migration et de budget, alors nous attendrons. Attendons que le peuple européen exprime sa volonté lors des élections de 2019. Alors ce qui doit arriver arrivera

https://legrandcontinent.eu/2018/06/21/la-doctrine-dorban/